



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**












---

#### **GARDIENNAGE, SURVEILLANCE DES PERSONNES ET DES BIENS ET SÉCURITÉ INCENDIE DANS LES ÉTABLISSEMENTS DU GHT DE MARTINIQUE**

---

**CHU DE MARTINIQUE**  
Hôpital Pierre Zobda Quitman  
La Meynard  
BP 90632  
97261 FORT-DE-FRANCE

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	GARDIENNAGE, SURVEILLANCE DES PERSONNES ET DES BIENS ET SÉCURITÉ INCENDIE DANS LES ÉTABLISSEMENTS DU GHT DE MARTINIQUE
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	8
	<b>Variante</b>	Avec
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec



## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Bénéficiaires du marché .....	4
1.3 - Modalités de mise à disposition du marché .....	4
1.4 - Répartition des responsabilités .....	4
1.5 - Décomposition du contrat .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
4 - Protection des données à caractère personnel .....	6
5 - Durée et délais d'exécution .....	7
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	7
5.2 - Durée du contrat .....	7
5.3 - Reconduction .....	7
6 - Prix .....	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
6.2 - Modalités de variation des prix .....	8
7 - Garanties Financières .....	8
8 - Avance .....	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	9
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	9
9 - Modalités de règlement des comptes .....	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	9
9.3 - Délai global de paiement .....	9
9.4 - Paiement des cotraitants .....	10
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	10
11 - Développement durable .....	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	10
12.1 - Vérifications .....	10
12.2 - Décision après vérification .....	11
13 - Garantie des prestations .....	11
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	11
15 - Pénalités .....	11
15.1 - Pénalités de retard .....	11
16 - Assurances .....	12
17 - Clause de réexamen .....	12
18 - Résiliation du contrat .....	13
18.1 - Conditions de résiliation .....	13
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	13
19 - Règlement des litiges et langues .....	14
20 - Signature .....	14
21 - Dérogations .....	14



# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
GARDIENNAGE, SURVEILLANCE DES PERSONNES ET DES BIENS ET SÉCURITÉ INCENDIE DANS LES ÉTABLISSEMENTS DU GHT DE MARTINIQUE

Le CCAP, le CCTP et ses annexes ont pour objet de définir et préciser les spécificités relatives aux prestations de sûreté anti-malveillance et sécurité incendie sur les sites établissements du GHT de Martinique concernés par ces prestations.

Cet accord-cadre composite fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

## 1.2 - Bénéficiaires du marché

Les établissements bénéficiaires des prestations objet du marché (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont :

- CHU de Martinique (Etablissement support)
- CH du Saint Esprit
- CH du Ernest Wan Ajouhu du François
- CH du Nord Caraïbe

Cependant il est donné aux autres établissements du G.H.T. de Martinique, la possibilité d'intégrer en cours de route le marché (voir annexe 1 au CCAP)

Le titulaire assure directement les prestations objet du marché auprès des bénéficiaires

## 1.3 - Modalités de mise à disposition du marché

Les établissements du G.H.T. de Martinique, tels qu'ils sont identifiés en annexe 1 du CCAP, sont bénéficiaires de plein droit du marché. Ils sont engagés, pour chaque lot, à émettre leurs bons de commande auprès des titulaires retenus dans les conditions prévues par le CCAP, dès la notification du marché.

## 1.4 - Répartition des responsabilités

Les responsabilités respectives de l'établissement support du G.H.T. de Martinique et des établissements parties se répartissent comme suit :

	Ets support	Ets parties
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements bénéficiaires	x	
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	x	
Etablissement et Envoi des bons de commande		x
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	x	
Procéder à la reconduction des marchés	x	
Agrément des sous-traitant	x	
Délivrance du certificat de cession de créances	x	
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		x
Païement des prestations objet du marché auprès du titulaire		x
Appliquer les pénalités		x
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction	x Pénalités reporting	x pénalités d'exécution



et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre		
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		X

### 1.5 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 8 lot(s) :

Lot(s)	Désignation	Montant maximum HT annuel
01	SITE DE LA MEYNARD	500 000
02	SITE DE CLARAC	150 000
03	SITE DU CENTRE EMMA VENTURA	150 000
04	SITE CH L DOMERGUE LA TRINITE	300 000
05	DEPOT DE LA POINT DES GRIVES ET AHUT DE CALIFORNIE	200 000
06	SITE CH NORD CARAIBE	350 000
07	SITE CH E. WAN AJOUHU LE FRANCOIS	300 000
08	SITE DU CH SAINT ESPRIT	250 000

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

### 1.6 – Type d'accord-cadre

L'accord-cadre composite comporte :

- une partie à prix global et forfaitaires ;
- une partie à prix unitaires s'agissant des prestations ponctuelles de renfort de l'équipe sans montant minimum et avec **un montant maximum de 8 800 000.00 € HT sur la durée totale du marché**, passée en application des articles L2125- 1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### 1.7 - Représentation des parties

Dès la notification du marché, le titulaire et l'acheteur désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution et notifient cette désignation à l'autre partie. Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

### 1.8 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de procédure : **DCE-2025-016-SGD** ;
- la date et le numéro du bon de commande de l'établissement concerné ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant de chaque établissement, peuvent être honorés par le ou les titulaires.



## **1.9 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **1.10 – Variante Exigée et Obligatoire**

La proposition d'une variante exigée et obligatoire pour le lot 6, avec les exigences exigées sont mentionnées au point F du CCTP :

**- Mission de sécurisation des biens et des personnes pour les centres hospitaliers du CH NORD CARAIBE : CH Carbet et CH de Saint Pierre**

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

### **La présentation de l'offre de base est obligatoire est à l'appui de l'offre variante.**

Le candidat présentera des sous-dossiers distincts (un dossier pour l'offre de base et un dossier pour la variante) contenant l'ensemble des pièces mentionnées.

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des prix unitaires (pour les lots rémunérés à prix unitaires) et la décomposition des prix forfaitaires (pour les lots rémunérés à prix forfaitaires)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- L'offre technique
- Les normes françaises homologuées et celles applicables en vertu des accords internationaux, y compris le règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25/05/2018.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation intervient en cours d'exécution du marché public, celle-ci se voit directement appliquée au marché public dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût du marché public

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679



du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations**

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 4 ans.

### **5.2 - Durée et délai d'exécution du contrat**

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### **5.3 - Reconduction**

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## **6 - Prix**

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

- Par des prix forfaitaires dont le libellé est détaillé à l'état des prix forfaitaires pour le gardiennage permanent de l'établissement,

- par application des prix unitaires, à bons de commandes pour le gardiennage lors de manifestations ou d'événements exceptionnels dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle en décalage avec le début du contrat, le montant forfaitaire de celle-ci la première année sera facturé au prorata des jours réellement exécutés

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix sont établis en euros hors TVA auxquels sera appliquée la TVA en vigueur et sont établis conformément aux dispositions du CCAG.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le



mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

- En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

## 6.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont fermes la première année d'exécution.

Les prix sont ensuite révisables annuellement à chaque échéance annuelle suivante par application de la formule ci-dessous :

La formule de mise en œuvre est la suivante :

$$\text{Prix révisé} = \text{prix initial} \times [0.15 + (0.85 \times \ln/I_0)]$$

Selon les dispositions suivantes :

- $I_n$  : dernière valeur connue de l'indice au moment de la révision
- $I_0$  : valeur de l'indice à la date de fixation du prix de l'offre

L'indice de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Libellé : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80 – Services de sécurité- Prix de base – base 2021- données trimestrielles brutes – Identifiant 01 10766543

En cas de disparition de l'indice, il sera remplacé par l'indice équivalent nouvellement créé par l'INSEE. En l'absence de nouvel indice, le choix d'un autre indice sera déterminé par voie d'avenant.

Une clause limitative, dite butoir, s'applique : l'évolution du prix du règlement sera limitée à une augmentation de 3.0% maximum l'an.

Les prix fixés par l'accord-cadre sont révisables à la hausse comme à la baisse. Les index de référence sont publiés par l'INSEE.

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. Pour ce faire, il devra fournir la méthode de calcul de la révision des prix ainsi qu'une nouvelle DPGF et un nouveau BPU

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour tous les lots.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.



## 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## 8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# 9 - Modalités de règlement des comptes

## 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## 9.2 - Présentation des demandes de paiement

**Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.** Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : selon l'établissement concerné (Cf. annexe 1 au CCAP)

### Fréquence d'envoi des factures

Le candidat précisera dès notification du marché, la fréquence de facturation à terme échu : mensuelle ou trimestrielle.

## 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. Cependant une attestation à 180 jours pour le paiement des factures fournisseurs a été validée par l'Agence Régionale de la Santé de Martinique. Le délai peut être suspendu à la demande de la personne responsable du marché, du titulaire ou du comptable si la facture ou ses annexes présentent des anomalies en interdisant le paiement.



En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

### **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). Les prestations seront réalisées dans les conditions du CCTP.

Les prestations seront réalisées aux adresses indiqués sur l'annexe 1 au CCAP

#### **MODALITES PARTICULIERES**

Pour les prestations ponctuelles, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

#### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### **11 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre

Toutefois le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

### **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

#### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire ou son représentant peut être présent lors des opérations de vérification.

Quant aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives approfondies, elles sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG-FCS.



## 12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 13 - Garantie des prestations

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG – FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par jour.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard

### 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 5.3 – Autres pénalités spécifiques

Motif de l'application des pénalités	Montant de la pénalité
Ronde incomplète. Une ronde est considérée comme incomplète si plus de 15% des points de contrôle n'ont pas été enregistrés	50 € par ronde incomplète
Faute lourde, vol, entrée de personnel non habilité, mauvais comportement (ivresse, impolitesse etc.) par cas constaté	2000 € accompagné du retrait de la personne concernée et effectué son remplacement
Défaut de formation du personnel	500 € par cas constaté
Non-respect des règles de sécurité	250€ par cas constaté
Perte d'une clef, d'un pass ou badge	Coût de remplacement de la clef ainsi que des barillets par cas constaté
Tenue non réglementaire. Dès lors qu'un élément de la tenue de l'agent ne respecte pas les conditions indiquées dans le CCTP.	50 € par jour et par manquement constaté
Manquement aux obligations de respect du matériel mis à disposition	En cas de manquement aux obligations concernant le matériel mis à disposition du titulaire, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100,00 euros HT par constat de manquement.
Non communication du planning de rotation du personnel, des demandes de vérification des présences des personnels affectés sur les sites	50€ par jour de retard
Absence d'action correctrice suite aux mails de l'établissement	150 € / jour de retard



## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- ☐ cessation d'activité,
- ☐ cession de contrat,
- ☐ décès,
- ☐ difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- ☐ défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- ☐ dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- ☐ dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.



Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

☐ dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement

☐ dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

☐ dans le cas du groupement solidaire, il sera procédé à la résiliation du marché pour faute

☐ dans le cas du groupement conjoint, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

☐ de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire,

☐ de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

⌞ Modification des prestations définies au CCTP pouvant intervenir en cours d'exécution du marché : modification du périmètre avec l'ajout (intégration d'un nouvel établissement santé dans le GHT Martinique, ou nouveaux bâtiments en cours de construction ou en projet de réalisation ou les bâtiments désaffectés) ou le retrait d'une structure ou d'un établissement dont le prestataire doit assurer la sécurité ainsi que l'effectif des agents affectés à la prestation ou le nombre des vacations à effectuer. Un délai sera accordé en cas d'augmentation de l'effectif des agents à affecter sur un site ou encore à l'augmentation des vacations ou du volume horaire.

⌞ En cas de circonstances économiques exceptionnelles et imprévues affectant l'approvisionnement ou le recrutement de l'équipe du fournisseur et la bonne exécution des prestations par voie d'avenant.

## **18 - Résiliation du contrat**

### **18.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci



si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la Martinique est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

## 21 - Signature

Le ... 27 MARS 2025 27 MARS 2025

Le Directeur du Pôle Finances - Achats

Le Directeur chargé  
des Finances et des Achats  
**G. MOTREFF**

